

Bulletin d'histoire politique

Jacques B. Gélinas, *Le virage à droite des élites politiques québécoises*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 2003, 247 p.

Guy Lachapelle



Volume 13, numéro 1, automne 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055026ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055026ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lachapelle, G. (2004). Compte rendu de [Jacques B. Gélinas, *Le virage à droite des élites politiques québécoises*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 2003, 247 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 253–255. <https://doi.org/10.7202/1055026ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Jacques B. Gélinas, *Le virage à droite des élites politiques québécoises*

Montréal, les Éditions Écosociété, 2003, 247 p.

GUY LACHAPELLE

Département de science politique

Université Concordia.

L'ouvrage de Jacques B. Gélinas pourrait d'abord être perçu, et à juste titre, comme un manifeste politique en faveur d'une « nouvelle gauche » au Québec. Pour l'auteur, « la gauche d'aujourd'hui, c'est l'option des citoyennes et des citoyens qui prennent le parti de la démocratie participative, de la consommation responsable et de la sauvegarde de notre habitat terrestre » (p. 146). Pour atteindre cet objectif, l'auteur propose « une réappropriation par les citoyennes et les citoyens du processus démocratique et du système économique qui le pervertit » (p. 156) et en bout de piste un engagement électoral.

Mais pourquoi le Québec a-t-il besoin d'une « nouvelle gauche » ? Le constat de Gélinas est simple. Le Québec a été trahi par ses élites politiques, tous partis politiques confondus, qui ont endossé l'idéologie néolibérale au lieu de choisir la voie de la solidarité sociale. Ainsi affirme-t-il qu'il « n'y a jamais eu au Québec de véritable gauche politique, enracinée dans les organisations syndicales ou les mouvements sociaux » et que le « renouveau politique porté par la Révolution tranquille et par le Parti québécois n'émanait pas de revendications populaires, mais des élites qui rêvaient de moderniser la société québécoise et de prendre leur place dans une bourgeoisie nationale en quête d'affirmation » (p. 188). De plus, le Parti québécois ne serait pas social-démocrate parce qu'il n'est pas né des mouvements ouvriers et populaires (p. 133, n. 2).

Si cette interprétation de la Révolution tranquille n'est pas nouvelle (voir les travaux du sociologue Hubert Guindon), il nous semble que l'auteur passe malgré tout rapidement sur les origines du Parti québécois pour mieux appuyer sa thèse. Faut-il rappeler les débats au sein du PQ, dès 1970, sur l'opportunité de faire du Parti québécois un parti carrément socialiste plutôt que social-démocrate et dont la finalité ne serait pas de gagner les élections mais plutôt d'agir comme un véritable mouvement social. Si les membres du Parti québécois ont choisi d'opter pour la voie démocratique et électorale après moult débats simplement parce que pour atteindre leurs objectifs politiques, dont la souveraineté du Québec, la quête du pouvoir devenait un outil nécessaire voire essentiel. Personne aujourd'hui ne peut nier, du moins nous le pensons, que sans l'élection du Parti québécois en 1976 et subséquemment, le Québec ne serait certainement pas devenu la société globale que nous connaissons aujourd'hui.

Mais l'ouvrage de l'auteur débute à un autre moment. Dès les premières lignes de l'ouvrage, l'auteur reproche au Parti québécois et aux autres partis d'avoir endossé le projet de libre-échange Canada États-Unis (ALE). Il blâme d'ailleurs le nouveau chef élu du Parti québécois, Jacques Parizeau, d'avoir cherché sciemment à « aligner le parti sur l'objectif du libre-échange » (p. 44) et qu'il a naïvement cru que les Américains reconnaîtraient un Québec indépendant dans la mesure où il sera un partenaire économique crédible (p. 61). Il reproche également au tandem Parizeau-Landry d'avoir sciemment agi contre la volonté des membres du parti : « la majorité pense au contraire que l'économie québécoise aura toujours besoin de se protéger contre les empiétements possibles d'un voisin hégémonique par une intervention étatique de bon aloi que le libre-échange à l'américaine ne permet pas » (p. 44). Pourquoi ? Parce que le libre-échange, selon les leaders du Parti québécois, servait la cause de la souveraineté du Québec. L'auteur reproche également à Robert Bourassa d'avoir fait volte-face en se disant d'abord opposé au libre-échange mais pour l'endosser par la suite afin de ramener le Québec dans le giron canadien. Dans la même veine, Brian Mulroney endossera en 1991 l'idée de l'administration de Bush père d'ajouter le Mexique comme partenaire à l'ALE pour plaire aux Américains. Selon l'auteur, toutes les élites québécoises n'ont pas compris que les États-Unis, en tant que puissance hégémonique, n'ont pas d'amis mais uniquement des intérêts (p. 61).

La conséquence directe de ce choix « stratégique » est selon l'auteur que les deux accords de libre-échange ont entraîné « l'arrimage des politiques économiques et sociales du Québec au char néolibéral du gouvernement canadien » (p. 62); mais surtout, pour reprendre les termes d'un Jacques Parizeau à « une démission de l'État » (p. 69). C'est la démonstration à laquelle se livre l'auteur dans son second chapitre. Ainsi voit-il dans la mise

en place en 1994 par le gouvernement Bourassa d'un Groupe d'intervention sur la déréglementation, qui deviendra sous Jacques Parizeau le Secrétariat à la déréglementation, des outils idéologiques visant à lier tous les projets de loi à la rationalité économique (p. 89), à la « primauté de la bureaucratie sur la démocratie » (p. 90). Il accuse également le Parti québécois et toute la classe politique d'avoir fait du Québec le paradis des pollueurs, d'avoir dénaturé notre agriculture, abandonné notre eau aux multinationales, nos forêts aux entreprises forestières, nos sources d'énergie aux lois du marché, de dépeupler nos régions, d'avoir créé des méga cités contre la volonté populaire, d'avoir privatisé en partie notre système de santé et favorisé la concentration des médias. Le Parti québécois a ainsi « pavé la voie à la réingénierie de Jean Charest » (UFP, mars 2004, p. 4). Toujours selon l'auteur, le Parti québécois se trouve aujourd'hui désemparé parce qu'il a perdu tout contact avec sa base militante durant ses années de pouvoir.

La solution, selon l'auteur, pour passer de cette « démocratie résignée » à une « démocratie réelle » (p. 163) consiste dans l'émergence d'un nouveau parti politique. D'ailleurs, si on en juge par la place qu'occupent ses propos dans les journaux de l'Union des forces progressistes (UFP) (édition de mars 2004, no. 5 : p. 4), il est clair que telle est sa solution. Ce parti se veut d'ailleurs « une alternative au néolibéralisme des partis traditionnels que sont le PQ, le PLQ et l'ADQ ». Mais un parti de gauche peut-il vraiment faire mieux que le Parti québécois ? Est-ce que la finalité électorale doit vraiment être la finalité de ce parti ? Pourquoi ne pas créer un véritable mouvement social ? Pourquoi ne pas réinvestir le Parti québécois comme certaines militants syndicaux ont décidé de le faire (syndicats et progressistes pour un Québec libre) ? La division des forces vives du Québec ne fait-elle pas d'ailleurs l'affaire de intérêts néolibéraux et canadiens ?

Voilà des questions auxquelles l'auteur ne répond malheureusement pas. Aussi a-t-on malheureusement l'impression à la fin de la lecture de cet ouvrage de tourner en rond surtout qu'avec l'UFP au pouvoir les choses seraient vraiment différentes et meilleures. Les expériences du NPD n'ont pas été toujours très convaincantes. Il faut espérer, du moins la clameur publique semble l'indiquer, un an après l'arrivée des libéraux de Jean Charest au pouvoir, que nos intellectuels de « gauche » reconnaîtront malgré tout qu'il y a avait au moins un dialogue entre un gouvernement du Parti québécois et les mouvements sociaux, même si ces derniers ne partageaient pas toutes ses décisions. Les questions posées par Jacques B. Gélinas sont certes pertinentes mais le diagnostic des malaises de la société québécoise demeure discutable. Quant à la stratégie proposée, elle nous semble malheureusement relevée d'un « rêve impossible ».